

## Le mot du président

### AGRESSIONS ET MANŒUVRES

L'État, en 2009, n'aime guère ses serviteurs, tout particulièrement les plus dévoués et les plus diplômés : les mondes de la culture, de la magistrature, de la recherche, de l'enseignement sont payés (façon de parler !) pour le savoir...

L'Université est aujourd'hui dans la tourmente. Yves Boquet et Maurice Carrez, qui connaissent bien les réformes en cours, décrivent en page 2 la gravité de leurs conséquences et l'évidente mauvaise foi de leurs promoteurs. La démonstration est éloquent ; je n'aborderai ici que la question des moyens.

L'État, nous dit-on, n'a jamais accompli autant d'efforts pour les Universités. Alors, pourquoi les suppressions d'emplois ? Pourquoi la concentration des crédits sur une petite partie des campus français, qui fait douter de l'avenir des autres ? Pourquoi si peu d'argent consacré au fonctionnement des facs au quotidien, à la qualité de l'accueil des étudiants ? Puisqu'on prétend améliorer la formation des enseignants, pourquoi supprimer l'année de stage salarié, et pourquoi ne pas revenir au contraire à un pré-recrutement de type I.P.E.S., gage de qualité et de promotion sociale ? Pourquoi, enfin, attribuer seulement la moitié des fonds publics pour la recherche directement à la recherche publique ?

En ce qui concerne les lycées, le ministre de l'Éducation nationale avait déclaré : *"La réforme telle qu'elle s'était présentée est interrompue, elle n'a plus lieu d'être, puisque nous recommandons, nous repartons à zéro. [...] Il me semble que cette formule dissipe tous les doutes, tous les malentendus"* (France Info, 18 décembre). Sortie par la grande porte grâce à l'ampleur de la mobilisation, cette réforme revient aujourd'hui par la fenêtre, puisqu'elle est proposée telle quelle à l'« expérimentation » dans certains lycées, avec force manipulations et pressions de l'administration, et sans que soient définies de règles claires en matière d'objectifs et d'évaluation. Le lycée a sans doute besoin d'une réforme, mais son objectif principal ne saurait être la diminution à long terme des moyens alloués, et elle doit être élaborée dans une authentique concertation, avec le concours des personnels, que de tels procédés ne peuvent que dégoûter et démotiver.

C'est aujourd'hui la R.G.P.P. qui fonde l'ensemble des décisions du gouvernement concernant notre métier ; le ministre de la fonction publique est, d'abord, celui du budget et des comptes publics. Tout "habillage" pédagogique n'est qu'un leurre, toute "ambition" affichée n'est qu'un mensonge. Il faut en finir avec les coups de force et écouter les enseignants, enfin !

Gérard Déclas, 10 février 2009

# APHG



## LETTRE DE LA RÉGIONALE

### N°54

\*\*\*\*\*

### FÉVRIER

### 2009

\*\*\*\*\*

#### Sommaire :

p. 2 : l'opinion de nos collègues universitaires sur la réforme des universités  
compte-rendu de l'assemblée générale  
du 13 décembre 2008

p. 3-4 : compte rendu de la journée de formation  
A.P.H.G. du 26 novembre :  
Yves Boquet : *Enseigner le développement durable*

p. 5-6 : nos collègues publient :  
ARORY : *Un département dans la guerre : l'Yonne*  
Gérard Noiriel : *A quoi sert l'identité nationale*

p. 6 : demande d'adresses électroniques

p. 7 : présentation de l'I.H.E.D.N. Bourgogne  
appels : jury, témoignages pour recherche

p. 8 : projet de voyage à Panama et au Costa Rica  
projet de voyage à Bâle (& coupon-réponse)

## Grands mots et gros mots

L'agressivité est souvent l'antichambre de la vulgarité. Un bel exemple nous en a été donné le 22 janvier par le plus haut personnage de l'État s'adressant aux enseignants chercheurs. Mais sous les propos comminatoires et l'ironie facile, perce un cynisme encore plus inquiétant qui prend sa source dans la perversion des mots. Le fait n'est pas nouveau, mais il atteint des sommets avec les nouvelles mesures affectant l'université depuis maintenant une bonne année.

Le mot « réforme », employé à tout propos, est déjà en soi un petit scandale pour l'historien. Cette notion laisse en effet entendre que le changement effectué se fait dans le sens d'un certain progrès. Or l'examen attentif des différents textes incriminés ne peut masquer les régressions importantes qu'impliquent certaines mesures. Ainsi, le projet Péresse concernant le statut des enseignants chercheurs, loin de constituer un pas en avant, n'a pour fonction que d'établir une dépendance étroite des intéressés par rapport à leur président d'Université, sorte de réplique miniature des grands PDG ou de l'hôte de l'Élysée ; celui-ci pourra, si bon lui semble, décider qu'un tel est doté de qualités si éminentes qu'il doit bénéficier d'une décharge d'heures alors que tel autre, qu'il estime médiocre, se verra pénalisé par... des heures d'enseignement supplémentaires ! Tout au plus le petit potentat aura-t-il à sa disposition les « recommandations » d'un comité national compétent (appelé CNU) qu'il sera libre ou non de suivre. Chaque collègue aura saisi, au vu de ce qu'il connaît de la pratique régnant dans les divers établissements d'enseignement, que les amis du prince seront favorisés et ses ennemis durement châtiés. Il n'échappera pas non plus aux gens clairvoyants que l'enseignement sera considéré dans cette hypothèse comme une punition, et non comme une activité valorisante. Pour faire passer l'amère potion, nos « réformateurs » promettent cependant quelques améliorations salariales pour les collègues en début de carrière, des délais moins longs pour le passage à l'échelon supérieur ainsi qu'un accès moins réglementé à la hors classe et à la classe exceptionnelle. Mais comme ces bienfaits impliquent l'absorption de l'infâme breuvage, cela devrait s'appeler, en bon français, une tartufferie, plutôt qu'une « réforme ».

Autre vocable qu'affectionnent nos sagaces décideurs : l'autonomie. Une rapide consultation du dictionnaire Robert nous permet de savoir que cette dernière suppose une marge d'action plus grande vis-à-vis du centre. Le problème est que dans la pratique actuelle, l'organisation de ladite autonomie aboutit à un contrôle financier renforcé des rectorats sur les universités et à la mise en place d'un super logiciel de contrôle des dépenses, jusqu'au niveau des UFR ! Le Gosplan, symbole comme nous le savons de l'autonomie version Brejnev, un Ukrainien russifié, n'avait pas réussi d'exploit plus retentissant ! En somme, sous couvert de libertés supplémentaires, le ministère organise une centralisation financière accrue dont on devine que l'inspiration tient plus de Napoléon que de Jean-Marie Tjibaou. Démon du pou-

voir, quand tu nous tiens !

Le mot « qualité » est également fort prisé des contempteurs du « mammoth ». Grâce, paraît-il, à leurs nouvelles exigences, tous ces galapiats de chercheurs, menacés d'enseigner davantage, vont devoir démontrer, enfin, qu'ils en ont sous la semelle. Pour bénéficier des décharges promises, il leur faudra écraser sous leur science les misérables qui tenteront eux aussi d'arracher le pompon. Tous ces fainéants seront ainsi tirés vers le haut par l'émulation. Il est bien connu qu'Archimède découvrit son principe par haine de la concurrence. Un problème va toutefois se poser : si les amis du petit chef local, intitulé président d'Université, se trouvent en posture délicate face à de féroces compétiteurs, ou si le grand Manitou du laboratoire se fait damer le pion par un adjoint trop talentueux, il y a fort à parier qu'une main invisible saura, comme par miracle, rétablir... les hiérarchies « naturelles » ! L'ardente nécessité de la « qualité » selon le ministère peut aussi se remarquer dans sa volonté farouche de "réformer" la formation des futurs enseignants du secondaire. Dans un laps de temps de deux ans, les impétrants auront à réaliser à la fois deux années de master et une année de concours. Un peu comme chez Leclerc où on a parfois trois kiwis pour le prix de deux. Naturellement, ces chers petits devront accomplir cet exploit avec moins d'heures d'enseignement et des programmes "light" (un jour peut-être sponsorisés par Coca Cola ?). Seuls les esprits malintentionnés et hyperconservateurs peuvent y voir une diminution de qualité : il s'agit bien, dans l'esprit du ministère, d'une « réforme ». Qu'on se le dise !

Le bilan est de la sorte facile à tirer. Sous des vocables séduisants, on triche avec la marchandise. Même dans une société capitaliste développée, ce type de pratique peut valoir à certains un procès et des ennuis judiciaires. Mais pas en politique où l'on est autorisé, l'espace de cinq ans, à faire n'importe quoi pour appliquer le programme soi-disant voulu par les électeurs, dont il est bien connu qu'ils se sont prononcés en priorité pour « la réforme », « l'autonomie », la « concurrence » et la « qualité ». Des grands mots, ma foi, dont le contenu peut parfois nous arracher des gros mots...

Yves Boquet, Maurice Carrez

## Assemblée générale du 13 décembre 2008

De fidèles adhérents ont bravé les rigueurs hivernales pour participer à notre assemblée annuelle ; d'autres, en voyage ou redoutant la longueur du trajet, s'y sont associés en votant par correspondance ou en nous rejoignant pour le sympathique et convivial repas qui a clos cette demi-journée.

Le président, Gérard Déclas, a présenté le rapport moral, remerciant d'abord actifs et retraités qui participent activement à la vie de la Régionale, puis en dressant l'état des lieux, avec l'aggravation, depuis l'an dernier, des menaces qui pèsent sur nos disciplines :

- la réforme des lycées, où l'invocation de la "pédagogie" masque le souci de réaliser des écono-

mies. Cette réforme s'appuie sur une volonté affichée de donner aux élèves une plus grande autonomie dans le choix de leur parcours et est "justifiée" par des évaluations internationales qui font de la France un mauvais élève pour l'OCDE. La capacité d'argumentation, l'esprit critique, le sens de la synthèse sont-ils des critères quantifiables ? Ne sont-ils pas nécessaires dans la formation du citoyen ? Résultat : une réforme menée au pas de charge, où tout se décide dans les bureaux ministériels. L'histoire-géographie serait maintenue dans le tronc commun de Seconde avec un horaire réduit (4 heures actuellement avec l'ECJS) et incluse dans des modules semestriels choisis par les élèves. Qu'en sera-t-il en Première et en Terminale où la part modulaire doit augmenter et l'horaire global diminuer ? Nous pouvons craindre le pire ! Quant aux programmes, ils sont redéfinis par l'Inspection Générale sans qu'on connaisse les horaires ni la nature de l'évaluation finale ; de plus, il ne peut pas y avoir de nouveaux manuels prêts à temps.

- la réforme des concours constitue la deuxième grande offensive du gouvernement : si l'agrégation demeure inchangée (mais avec 40 postes pour l'histoire et la géographie), le Capes va être fortement modifié : accessible aux étudiants de 5ème année qui devront mener de front la rédaction d'un mémoire et la présentation aux concours, d'où des conséquences forcément négatives sur le niveau des compétences scientifiques. Des membres de la société civile seraient intégrés aux jurys ; avec quelles compétences ? Certaines universités ont rendu leur maquette de maîtrise, d'autres ont refusé en signe de protestation. À Dijon, le premier rôle est dévolu aux disciplines dans la préparation aux concours ; d'autres universités mettent en avant la didactique et la connaissance du système éducatif. Toujours est-il que les préparations aux concours vont voir leurs horaires diminuer et que celles des agrégations ne seront préparées que par quelques grandes universités. Autre risque : que les connaissances se limitent au contenu de manuels du secondaire... avec en plus l'année de stage supprimée ! Tout cela a conduit l'ancien président de l'A.P.H.G., Jean Peyrot à évoquer la "militarisation et la prolétarisation du corps enseignant" lors de l'Assemblée générale nationale.

Face à ces attaques, l'A.P.H.G. a réagi ; localement, rapidement, dans la Lettre, sur le site web et à l'Université, mais plus lentement au niveau national ; le dernier éditorial de Jacques Portes, les pétitions qui circulent montrent un changement de ton (constaté lors de l'Assemblée générale nationale). Face aux provocations multiples (il a même été question de rédaction des programmes d'histoire par le Parlement !), nous devons resserrer les liens qui nous unissent : n'hésitez pas à vous manifester via notre site web !

Pour ce qui est des activités, soulignons le succès de la journée de formation géographie sur le "développement durable", d'autant plus que traditionnellement cette discipline rassemble moins que l'histoire. Succès aussi, et qui ne se dément pas, pour les voyages, aussi bien les courts, comme à Avignon, que les lointains (Baltique au printemps dernier, Panama

et Costa Rica en avril prochain). Ces résultats nous conduisent à des propositions pour les prochaines sorties (Bâle en juin prochain, Europe centrale en 2010 ?) et pour le thème de la prochaine journée de formation histoire dont le sujet pourrait s'approcher de "nation, nationalisme, nationalités en Europe au XIXème siècle".

Ce thème a émergé après le compte rendu fait par Marie-Jo De Bergh de la dernière commission civisme où la question de la nationalité a alimenté les discussions du fait de son importance actuelle dans certains quartiers et donc dans nos classes. La commission lycées s'est bien sûr concentrée sur le problème des horaires (voir plus haut) et sur la place de la géographie. La commission collèges a encore évoqué les nouveaux programmes pour déplorer l'expression des horaires à nouveau en pourcentage (malgré les promesses faites à l'A.P.H.G.) et le passage de l'étude de l'islam de la 6ème (complémentarité des trois monothéismes) à la 5ème (alourdissement du programme, absence totale de cohérence chronologique). Beaucoup d'inquiétudes avec le constat d'une accentuation des difficultés de travail en collège : élèves en difficulté de plus en plus nombreux, multiplication des tâches (B2i, PPRE,...) et des classes (6 pour un service de 18 heures du fait de la perte d'une demi-heure), impression d'être seul et épuisement physique des collègues.

Le bilan financier présenté par Jean-Michel Nuffer a été rassurant, avec un budget en équilibre malgré la continuelle érosion des effectifs, bien que ralenti par l'arrivée de "jeunes".

Sans surprise, les candidats renouvelables ont été réélus à l'unanimité et le président reste président ! Avant de nous retrouver le soir devant des plats du Sud-ouest, nous avons achevé la réunion par une projection de photographies du voyage dans les pays de la Baltique, avec les clichés sélectionnés de Marie-Jo et de Gérard, évoquant bons souvenirs à certains et inspirant à d'autres des regrets de n'y avoir point participé.

Didier Doix

N.B. : Bien que le projet de réforme du lycée soit "suspendu", il est clair que les objectifs initiaux de cette réforme restent d'actualité. Si les professeurs d'histoire et géographie ne défendent pas nos disciplines, sur qui pensons-nous compter ? Adhérez, faites adhérer...

## **COMPTE RENDU DE LA JOURNÉE "GÉOGRAPHIE" DU 26 NOVEMBRE 2008**

### **ENSEIGNER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : *quelles réponses les scientifiques peuvent-ils apporter?***

par Yves BOQUET, professeur à l'université de Dijon

Le thème de la journée de formation organisée par notre Régionale le 26 novembre 2008 a été présenté par Yves Boquet, en l'absence pour raison de santé d'Yvette Veyret.

La notion de développement durable est au programme de l'agrégation et présente dans tous les programmes du secondaire. Mais elle est souvent teintée de catastrophisme, voire d'une vision

apocalyptique de la question du réchauffement climatique (*Global warming*) relayée par Al Gore dans son livre et film Une vérité qui dérange.

La notion de développement durable est présente dans les programmes scolaires (B.O. n°15 de juillet 2004) pour être étudiée :

- à plusieurs échelles
- par une approche systémique
- au croisement des champs sociétaux, économiques, environnementaux et culturels, afin d'éviter le catastrophisme et pour développer la responsabilité citoyenne.

Yves Boquet se propose de montrer comment les géographes appréhendent la notion de développement durable.

### Le problème de la définition de la notion

Dès les années 1970, une prise de conscience émerge à travers le "Halte à la croissance" du Club de Rome (1972) qui correspond à une vision malthusienne de l'inadéquation croissante entre démographie et ressources. La même année, la conférence onusienne de Stockholm souligne l'interaction entre économie et environnement : est alors mis en place un programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Ce n'est qu'en 1982 que l'expression "développement durable" apparaît dans un rapport de l'Union Internationale pour la conservation de la nature.

La 2ème conférence de l'ONU qui se tient à Nairobi débouche sur le fameux "rapport Brundtland" publié en 1987 et qui définit ainsi le D.D. : "mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les possibilités des générations futures de répondre aux leurs". Cette définition repose sur l'idée de besoins (volet social) s'opposant aux inégalités, mais aussi de limitation des prélèvements en relation avec les mouvements écologiques naissants.

La notion de D.D. fut au cœur des réflexions du « Sommet de la Terre » qui se tint à Rio de Janeiro en 1992 et auquel participèrent 173 États et 108 chefs d'État. Furent invitées également 2400 ONG intervenant sur les questions de l'eau, de l'énergie, des déchets toxiques, des transports urbains ou de la pollution de l'air.

Les négociations aboutirent à la Convention internationale de Kyoto de 1997 sur la réduction des gaz à effet de serre, mais aussi sur une convention portant sur la biodiversité, et sur l'Agenda 21 avec des objectifs sur la santé, le logement, la pollution, etc., pour le XXIème siècle.

Le PNUE organisa à Johannesburg en 2002 un sommet mondial sur le D.D., le réchauffement apparaissant alors aussi dangereux que le terrorisme. Les acteurs associés à ce combat sont à la fois les États, les collectivités locales et les ONG.

Mais la notion comporte des nuances dans sa terminologie selon les langues : l'anglais "sustainable development" est repris — entre autres — par les Italiens, les Espagnols et les Portugais. Pour les Chinois, c'est un "développement qui peut se pour

L'idée de "du [redacted] problèmes :

qu'est-ce qui doit durer ? s'agit-il de corriger les effets négatifs du développement actuel ? quels changements apporter ?

L'idée de "soutenable" est associée à "tolérable", "acceptable", "supportable", "vivable". S'agit-il de maintenir un équilibre entre besoins et ressources ? soutenable / soutenu, c'est-à-dire acceptable par la société ?

On peut dire que le développement doit être durable (s'inscrire dans la durée) et soutenable dans les équilibres et acceptable socialement.

### Comment les géographes ont-ils appréhendé la notion ?

Le D.D. est absent du Dictionnaire de la Géographie de Roger Brunet paru en 1992. Il apparaît dans les Annales de Géographie en 1997.

Mais George Perkins Marsh (1801-1882) — à la fois diplomate, linguiste et écologiste — a sans doute été le premier à s'intéresser au rôle de l'homme prédateur ; il a donné naissance à la notion de *wilderness* (espaces naturels) à l'origine des parcs nationaux américains. L'idée est que le gaspillage des ressources est contraire à la volonté de Dieu et aux intérêts économiques.

Élisée Reclus écrit en 1866 dans La Revue des Deux Mondes un article intitulé : *Du sentiment de nature dans les sociétés modernes* : en pleine période de positivisme, il pose le principe d'une harmonie des hommes et de la nature.

La notion de Raubwirtschaft (économie de pillage exercée par l'agriculture intensive et par l'industrie) est liée à celle de « ressources durables » pour Ernst Friedrich en 1903.

Jean Brunhes parle — en 1910 — d'une « économie destructrice » (par surpâturage, exploitation minière, etc.). Mais l'École française de Géographie est figée dans la géographie régionale inscrite dans un cadre rural, stable, non pas durable mais immuable : la géologie en est la science maîtresse.

Après la deuxième guerre mondiale, les problématiques changent : la modélisation de Roger Brunet, la géographie marxiste de Pierre George ou d'Yves Lacoste, la géographie culturelle de Jean-Robert Pitte qui s'intéresse aux paysages comme aménagements voulus par les hommes, ne sont pas centrées sur le D.D.

L'approche évolue dans les années 1990. Par le recentrage de la géographie physique autour des risques, de la géographie humaine sur les villes, mais aussi avec la géographie des représentations et l'imbrication des échelles, la géographie place l'environnement au cœur de ses problématiques : étude des injustices spatiales, des impacts du réchauffement climatique et du problème des réfugiés dans la publication de L'homme et l'environnement de Pierre Pech et Yvette Veyret.

Georges Bertrand établit une corrélation entre géosystème (liens entre nature / hommes / biocénose), territoire (appropriation des ressources) et paysage (dimension socio-culturelle). On peut aussi citer la revue Hérodote (article sur les menaces pesant sur les deltas, 2ème trim. 2006), Olivier Dollfus (approche systémique dans Le système monde) et les nombreux articles de la revue

Historiens et Géographes. Ce ne sont là que quelques exemples parmi une bibliographie très fournie.

On peut également citer François Mancebo qui craint que les généralisations hâtives et les évaluations approximatives n'aboutissent à une perte de sens de la notion de D.D., tout comme les imprécisions de la définition : quelle durabilité ? quelles ressources naturelles prendre en compte ? quelle efficacité de l'action locale ?

Il ne s'agit donc pas de se tromper de cible : s'agit-il de « sauver la nature » ou de permettre aux hommes de vivre mieux demain ? Les défis sont particulièrement importants dans les pays émergents : comment en effet concilier D.D. et développement économique ? En tout état de cause, il ne peut y avoir un retour à un " âge d'or " (a-t-il jamais existé ?) et il faut se demander pour qui protéger la planète. Sans doute faut-il se défier des discours extrémistes pour une décroissance générale qui implique une baisse du niveau de vie, ou en faveur de l'ultralibéralisme qui met la biodiversité en danger faute de politique volontariste, comme des discours catastrophistes qui idéalisent les situations antérieures pas forcément meilleures : respire-t-on plus mal à Londres aujourd'hui qu'au XIXème s. ?

Il y a bien une prise de conscience planétaire de l'environnement et du D.D. : l'économie mondialisée a des effets dans tous les continents (transports, agriculture, dumping environnemental qui permet d'exporter les chantiers polluants vers les PVD, raréfaction des ressources, réduction de la biodiversité...) ; mais on assiste aussi à une mise en œuvre progressive de politiques environnementales à l'échelle de la planète, par une multitude d'acteurs.

prise de notes : Micheline Cinquin

*Faute de place, nous n'avons pu présenter dans ce numéro que la première conférence de la journée. Les comptes rendus des interventions de Pierre Pech sur **Biodiversité et développement durable : la gestion des milieux naturels** (par Angèle et Didier Doix), de Jean-Paul Charvet sur **Agriculture mondialisée et développement durable** (par Sophie Mourès) et de Gérard Hugonnie sur **Didactique du développement durable** (par Gérard Déclas) figureront dans le n° 55 de la Lettre de la Régionale.*

## NOS COLLÈGUES PUBLIENT :

### Un département dans la guerre, 1939-1945.

#### Occupation, collaboration et résistance dans l'Yonne

par l'équipe de l'ARORY,  
Paris, éditions Tirésias, 2006, 738 p.  
avec des notes, une bibliographie  
et un index des noms propres cités.

Cet important ouvrage collectif a été rédigé par l'équipe de l'Association pour la Recherche sur l'Yonne (Claude..., Frédéric Gand, Thierry...) est en fait un historique au cours de cette période,

établi grâce à l'utilisation des dossiers des Archives départementales de l'Yonne, des Archives nationales, au dépouillement de la presse locale et enfin grâce aux collections de documents et aux témoignages publiés ou inédits rassemblés par les auteurs. L'étude cite de nombreux textes et elle est illustrée d'extraits de documents et de cartes.

En introduction, le premier chapitre brosse un tableau de la situation dans l'Yonne dans les années d'avant-guerre. Voici un département essentiellement rural, où l'Avallonnais et le Tonnerrois se singularisent par une pratique religieuse assez forte dans une région précocement déchristianisée où le radicalisme a été longtemps très influent. Ces régions votent assez régulièrement à droite et l'Avallonnais est le fief de la famille Flandin, dont est issu Pierre-Etienne Flandin, qui sera à plusieurs reprises ministre et ne se distinguera guère par sa fermeté face aux menées hitlériennes. On évoque aussi le climat de crise économique et le sursaut de la gauche à partir des villes ouvrières, qui amène une relative victoire du Front Populaire aux élections de 1936, mais cette poussée favorise surtout les socialistes.

On passe ensuite à l'évocation des débuts de la guerre, marquée ici à partir du 18 mai 1940 par l'afflux des réfugiés des régions envahies, qui comme ailleurs provoque la désorganisation de la vie matérielle. Puis à partir du 14 juin, les troupes allemandes arrivent par le nord et les villes subissent de graves bombardements, qui sont exclusivement le fait des Allemands, et non des Italiens comme on l'a raconté. Quant aux pillages des maisons abandonnées, ils sont dus à des équipes allemandes, mais aussi à des voisins restés sur place. Les occupants vont ensuite s'installer et utiliser des prisonniers, nombreux dans le département, pour aider aux travaux des champs.

Le chapitre suivant décrit les mécanismes de l'administration militaire allemande, qui sont les mêmes que dans les départements voisins. Les parlementaires icaunais présents à Vichy en juillet 1940 votent les pleins pouvoirs au Maréchal, mais Flandin, qui succède brièvement à Laval durant l'hiver 1940-1941, n'inspire pas confiance aux occupants et ne jouera plus un rôle essentiel. Les auteurs évoquent ensuite la "Révolution nationale", la mise en place d'un nouveau personnel administratif et l'épuration des élus locaux. On insiste sur les trois centres d'internement qui sont créés pour les personnes jugées indésirables, et on souligne que les groupes collaborationnistes se créent à partir de 1941, mais ne semblent pas avoir eu ici beaucoup d'influence.

Le livre passe ensuite à une histoire détaillée des actions de résistance, en évoquant les premiers sabotages, les filières d'évasion des prisonniers de guerre, les activités de renseignement et de propagande. On évoque les différents groupes en insistant sur le rôle joué par les communistes à partir de 1942. Le département connaît alors de graves difficultés de ravitaillement et les transports sont de plus en plus difficiles. Les Allemands installent une usine pour leur aviation à Cravant, mais tentent surtout d'expédier la main d'œuvre en Allemagne. Un chapitre est consacré aux persécutions raciales et aux déportations des

juifs, peu nombreux dans l'Yonne, mais assez facilement arrêtés.

Un chapitre très complet est consacré aux mouvements de résistance du département, à leur implantation locale, à leur composition sociologique. L'année 1943 est marquée par le développement de la propagande patriotique, des actions de sabotage : il s'agit en particulier de gêner le trafic ferroviaire et d'entraver la livraison de céréales aux occupants. Des parachutages alliés fournissent des armes aux groupes de résistants, mais dès la fin de l'année la répression menée par les services allemands s'abat sur plusieurs groupes, dans le Sénonais et le Tonnerrois en particulier. Un autre chapitre particulièrement bien venu s'attache à étudier la personnalité de ces résistants : ils appartiennent à presque tous les milieux sociaux et à différentes tendances idéologiques, mais comment devient-on résistant et comment choisit-on son affiliation ? On passe ensuite à une longue étude détaillée des différents maquis de 1944, avec des cartes précises et on s'attache à en décrire le recrutement, la vie quotidienne, l'armement, les relations avec les populations. Puis on évoque avec précision la chronologie de leurs actions militaires et les actions de répression menées par les Allemands comme par les forces de Vichy. On s'intéresse ensuite aux déportés : environ 600 icaunais seront déportés dans divers camps avant juillet 1944.

La Libération est préparée par une intensification des parachutages et par des bombardements, et les Allemands ripostent par des arrestations nouvelles, auxquelles participent des agents doubles comme le fameux Henri Dupré, et par des arrestations d'otages. C'est en août que le département est libéré : on tente un bilan des derniers mois de l'occupation, qui ici ont été les plus meurtriers, et on souligne le rôle décisif joué dans cette région par les FFI. Il va falloir mettre sur pied une nouvelle administration avec l'aide de comités locaux, ce qui n'exclut pas les arrestations arbitraires et les règlements de comptes. La formation de Milices patriotiques communistes, formées de résistants de la dernière heure, semble avoir ici plutôt nui à l'image du PCF, qui préfère y renoncer durant l'hiver 1945. Comme ailleurs, cette période est marquée par des exécutions sommaires (une soixantaine en 1944), des humiliations publiques de femmes tondues et d'actes qui s'apparentent à du grand banditisme. Il y aurait environ 1200 FFI dans le département, mais on évoque aussi ceux qui participent aux derniers combats contre les Allemands. Les troupes américaines présentes dans la région ne semblent pas avoir eu un comportement irréprochable, et contribuent visiblement à divers trafics.

L'étude évoque aussi la réapparition de la presse locale, le retour des prisonniers, la difficile remise en route de la vie économique et le passage de l'épuration sommaire à l'épuration légale : on évoque plusieurs procès marquants. Quant aux élections qui suivent la fin de la guerre, elles ne traduisent pas de grands bouleversements : malgré l'importance des groupes de résistants, la gauche divisée progresse peu ici, et les notables de droite profitent du marasme économique et de

l'insécurité pour faire oublier leur soutien à Vichy. L'ouvrage se clôt par une réflexion sur la mémoire de cette guerre.

On est impressionné par la somme de travail que représente une telle étude ; même si certains chapitres sont un peu longs et si le cas de l'Yonne n'est pas fondamentalement très différent de celui d'autres régions de la zone nord, on souhaiterait que des synthèses de cette qualité soient réalisées partout. Nous conseillons vivement la lecture de ce livre, et pas seulement à nos collègues icaunais.

Claude Farenc

## **Gérard NOIRIEL**

### **A quoi sert l'identité nationale**

L'historien Gérard NOIRIEL a publié chez Agone en 2007, un essai intitulé *À quoi sert l'identité nationale ?*, livre "militant" selon l'auteur qui évoque son combat au sein du Comité de Vigilance face aux usages publics de l'histoire – qu'il préside – contre les "entrepreneurs de mémoire".

Rappelant que la démarche historique pose des questions, essaie de comprendre et d'expliquer le passé par l'étude critique de sources multiples, développe un discours de portée universelle, l'auteur précise que la mémoire est un jugement du passé porté par un groupe : elle est donc communautaire. Et en ce sens, les mémoires s'affrontent, se concurrencent : la mémoire coloniale n'est évidemment pas la même pour les colons et leurs descendants que pour les colonisés, alors que l'histoire de la colonisation peut être entreprise par un chercheur dont le discours sera recevable par tous.

Mais avec d'autres historiens, Gérard Noiriél dénonce les usages partisans de l'histoire et de certaines notions, telle celle d'identité nationale dont aucune définition objective ne peut être donnée. La création d'un « Ministère de l'immigration et de l'identité nationale » par Nicolas Sarkozy en 2007 l'a d'ailleurs amené – avec sept autres de ses collègues sur douze – à démissionner du comité scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration de la Porte Dorée. L'argumentation de l'auteur est centrée sur l'idée que « l'identité nationale » est utilisée à la défense des intérêts de ceux qui en usent.

Micheline Cinquin

*Vous pouvez lire le compte rendu de lecture complet de Micheline Cinquin sur notre site :*

<http://aphgbourgogne.free.fr/identnat.htm>

### **Demande d'adresses électroniques**

Nous pouvons avoir besoin de contacter les adhérents d'urgence (pour des voyages ou pour des questions d'actualité par exemple), et sans grever notre budget postal. Nous aimerions pour cette raison enrichir notre modeste fichier d'adresses mail. Merci de nous communiquer la vôtre, si vous le souhaitez, par l'envoi d'un message indiquant simplement votre prénom et votre nom à [aphgbourgogne@free.fr](mailto:aphgbourgogne@free.fr).

## **Présentation de l'I.H.E.D.N. Bourgogne**

L'A.P.H.G.-Bourgogne a été contactée par l'I.H.E.D.N.-Bourgogne, qui souhaite se faire connaître auprès des professeurs d'histoire, de géographie et d'éducation civique de l'Académie de Dijon.

Selon le dossier de presse qu'elle nous a fourni, "la mission de l'I.H.E.D.N. est d'aider les cadres de la nation à se forger une perception de la défense, de développer une sensibilité à ses enjeux, de contribuer à l'acquisition de la culture de défense. La Défense est l'affaire de tous, elle ne repose pas sur la seule action des armées. Une conception globale de la défense associée à la défense militaire une dimension civile et économique, mais aussi socioculturelle et environnementale".

"Comme le veut sa vocation, il a été doté d'une structure mixte, à la fois civile et militaire. Il est dirigé par un officier général ou par un haut fonctionnaire de rang équivalent, assisté d'un directeur adjoint. L'encadrement est constitué de personnels civils et militaires recherchés pour leur compétence dans les domaines diplomatique, civil, militaire, économique, scientifique et technique".

L'association régionale de Bourgogne des auditeurs I.H.E.D.N., créée en 1966, comprend plus de 220 membres. Elle publie la revue Info I.H.E.D.N. Bourgogne. Son président régional est Jean-Louis Messy.

Elle participe (son chargé de mission dans ce domaine est Jean-François Bourlier), au "Trinôme Académique", placé sous l'autorité du Recteur assisté de l'autorité militaire territoriale et du Président de l'Association régionale des auditeurs de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale, dont la mission est de dispenser à l'ensemble des responsables du système éducatif, mais essentiellement aux professeurs, un enseignement de Défense sous forme de conférences, séminaires, débats, visites d'installations militaires ou travaillant pour la Défense.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site <http://www.ihedn.fr/associations/ar4.php>.

Dans le cadre de sa journée de formation "parcours citoyen", l'I.H.E.D.N. Bourgogne fait appel à des professeurs d'histoire et de géographie, enseignant de préférence dans le supérieur, pour présenter à des collègues de l'Académie les thèmes de la "défense culturelle" ou de la "défense environnementale" (selon des modalités à discuter), lors d'une journée de formation (inscrite dans le P.A.F.) prévue à Dijon en novembre 2009 (date non encore fixée). Si vous êtes intéressé(e), merci de nous contacter par mail à l'adresse [aphgbourgogne@free.fr](mailto:aphgbourgogne@free.fr).

## **Yonne : jury du Concours National de la Résistance et de la Déportation**

Nous avons fait appel dans notre précédent numéro à des volontaires pour siéger au nom de l'APHG dans les jurys départementaux de Concours National de la Résistance et de la Déportation. Nous avons reçu des candidatures pour la Côte d'Or, la Saône-et-Loire et la Nièvre.

Il nous faut encore un collègue pour nous représenter dans l'Yonne.

Si vous êtes intéressés, veuillez adresser votre candidature à Didier Doix, 71130 CHASSY, tél. 03 85 85 41 40, [mél. didier.doix@gmail.com](mailto:didier.doix@gmail.com).

## **Appel à des collègues pour un travail de recherche**

Louise Chevalier, étudiante en première année de master d'histoire à Rennes 2, travaille sur les débats et pressions suscités par l'introduction de la guerre d'Algérie dans les programmes de Terminale en 1983. Elle souhaite mener une enquête, par le biais de questionnaires, auprès de professeurs d'histoire-géographie qui exerçaient en Terminale à cette époque. Si vous acceptez d'entrer en contact avec elle, merci de nous contacter rapidement (03 80 46 60 57 ou [aphgbourgogne@free.fr](mailto:aphgbourgogne@free.fr)).

## **Régionale de Bourgogne**

**président** : Gérard Déclas

**secrétaire** : Didier Doix

**trésorier** : Jean-Michel Nuffer

**rédacteur de la Lettre** : Jean-Marc Bonnefoy

**représentants au Comité National** :

Gérard Déclas et Didier Doix

**membres des commissions pédagogiques** :

*collèges* : Didier Doix

*lycées* : Jean-Michel Nuffer ou Gérard Déclas

*Europe* : Gérard Déclas ou Jean-Michel Nuffer

*enseignement technique* : Marie-Jo Ferrand

*civisme* : Marie-Josèphe De Bergh

## Voyage au Panama et au Costa Rica

La préparation de notre voyage se poursuit. Les participants ont été contactés pour l'affrètement d'un autocar entre Dijon et Roissy-CDG. Tous n'ont pas encore répondu, mais nous serons au moins 16, ce qui met le voyage aller-retour individuel à 108,75 euros à l'heure où nous mettons sous presse (nous en serons à 87 euros si nous atteignons les 20 inscrits). Nous avons donc réservé cet autocar auprès de Morey Voyages. Ne tardez pas à répondre, par oui ou par non ! Prière d'envoyer un chèque de 100 euros par personne à l'ordre de "A.P.H.G." à Jean-Michel Nuffer, 30 B Cours du Parc - 21000 Dijon, tél. 03 80 66 49 24 (nous ajusterons les comptes lors du voyage).

### Départ place Wilson

#### le lundi 20 avril à 4 h 00 du matin

(devant le centre d'information et de recrutement des forces armées, 7 place Wilson, 21000 Dijon) [tél. portable de Gérard Déclas : 06 14 76 73 80]

Pour les autres, **rendez-vous à 9 h 00 à l'aéroport de Roissy - Charles de Gaulle** terminal 2 A, porte 6, devant le comptoir d'information ADP.

N'oubliez pas de remplir le formulaire en ligne pour la dispense de visa aux U.S.A. en cliquant sur : <https://esta.cbp.dhs.gov/esta/esta.html>.

Ayez votre passeport en main ; cela ne prend que quelques minutes. Inutile de remplir les champs "compagnie", "vol", "ville", "adresse 2". Dans le champ "adresse 1", écrire : EN TRANSIT PANAMA CITY. Imprimez l'autorisation (que vous devriez obtenir immédiatement) et envoyez-la à Voyageurs du Monde - attention Hélène Martin - 75 rue de Richelieu - 75002 PARIS, en précisant "groupe APHG - Panama Costa Rica 9341323.

Si vous souhaitez participer à la petite brochure que Micheline Cinquin s'est proposée de mettre en pages, envoyez votre contribution à : [cinquin.micheline@gmail.com](mailto:cinquin.micheline@gmail.com)

Pour d'éventuelles informations dans les semaines à venir, consultez régulièrement le site <http://aphgbourgogne.free.fr/amlatine.htm>.

Gérard Déclas

## Voyage à Bâle, 6 et 7 juin 2009

samedi 6 juin, départ de Dijon à 6 h 30  
retour le dimanche 7 juin vers 21 h 30

Programme : la visite du vieux Bâle (visite guidée), la visite du musée des beaux-arts, de la fondation Beyeler... Bâle compte plus de 30 musées. Du temps libre est prévu le dimanche pour que chacun organise la visite selon sa sensibilité.

Comptez, pour un groupe de 15 à 19 personnes, environ 170 euros par pers. ; et pour un groupe à partir de 20, environ 155 euros par pers.

Ce prix comprend le transport en autocar (Morey Voyages) ; une nuit en demi-pension en hôtel 3 étoiles à Birsfelden, banlieue de Bâle, à 10 minutes du centre par la ligne de tramway n°3, arrêt devant l'hôtel ; le "Mobility Ticket" permettant d'utiliser les transports en commun pendant notre séjour ; l'assurance assistance/rapatriement ; la visite guidée de l'hypercentre historique.

Ce prix ne comprend pas : les déjeuners ; le dîner du retour sur l'autoroute ; le supplément chambre individuelle 20 euros par personne ; l'assurance annulation 5 euros par personne ; l'entrée dans les musées (prévoir au minimum 30 à 40 Francs suisses).

À signaler la gratuité le 1er dimanche du mois (notre cas) du Musée Historique de Bâle (très beau cadre), du Musée des Antiquités de Bâle, du Musée de la Musique...

Enfin, notre séjour correspond à une exposition exceptionnelle au Kunstmuseum / musée des beaux-arts, de Van Gogh, 70 chefs-d'œuvre + 40 tableaux des contemporains du peintre, Monet, Cézanne, Gauguin... Pour les collègues intéressés, voir [www.vangogh.ch](http://www.vangogh.ch)

Acompte d'inscription de 55 euros / pers. à renvoyer le plus tôt possible (dernier délai : 10 mars 2009) ; l'hôtel ne garantit pas la réservation des chambres au-delà de cette date et l'autocariste est très sollicité en cette période de l'année.

Jean-Michel Nuffer

---

### Voyage à Bâle: bulletin d'inscription à renvoyer avant le 10 mars 2009 avec un ACOMPTE DE 55 euros par personne à Jean-Michel Nuffer, 30 B Cours du Parc - 21000 Dijon, tél. 03 80 66 49 24

M., Mme, Melle .....

demeurant .....

téléphone : ..... e-mail : .....

s'inscrit au voyage de l'APHG-Bourgogne à Bâle les 6 et 7 juin 2009 :

- en chambre double  
(préciser le nom de la personne qui vous accompagne) : .....

- en chambre individuelle

et joint un acompte de ... x 55 euros par chèque à l'ordre de l'A.P.H.G.